

# **GE\_GERICHTE ACPR/9/2020 vom 27. November 2019**

GE Cour de justice, 2019-11-27, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACPR\\_9\\_2020](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACPR_9_2020)

FR: GE\_GERICHTE ACPR/9/2020 du 27 novembre 2019

IT: GE\_GERICHTE ACPR/9/2020 del 27 novembre 2019

## **Erwägungen**

### **E. 1**

Le recours est recevable pour avoir été déposé selon la forme et dans le délai prescrits (art. 90 al. 2, 385 al. 1 et 396 al. 1 CPP), concerner une ordonnance sujette à recours auprès de la Chambre de céans (art. 393 al. 1 let. a CPP) et émaner du prévenu qui, partie à la procédure (art. 104 al. 1 let. a CPP), a qualité pour agir, ayant un intérêt juridiquement protégé à la modification ou à l'annulation de la décision querellée (art. 382 al. 1 CPP).

### **E. 2**

Le recourant estime, en substance, que son absence était valablement excusée par les certificats médicaux qu'il a produits.

#### **E. 2.1**

À teneur de l'art. 355 al. 2 CPP, si l'opposant, sans excuse, fait défaut à une audition malgré une citation à comparaître, son opposition est réputée retirée. À teneur de l'art. 355 al. 2 CPP, si l'opposant, sans excuse, fait défaut à une audition malgré une citation à comparaître, son opposition est déclarée retirée. L'art. 355 al. 2 CPP ne saurait toutefois être interprété de sorte à permettre au condamné de choisir la manière dont sa cause sera traitée. Il ne peut faire fi de l'organisation voulue par le législateur, en particulier des compétences accordées au ministère public à la suite d'une opposition (art. 355 CPP), avant toute saisie éventuelle du tribunal de première instance (art. 356 CPP). En d'autres termes, le condamné ne peut choisir, sans disposer de motifs l'en empêchant, de ne pas se présenter à une audience fixée par le ministère public dans le cadre des compétences que l'art. 355 al. 1 CPP lui accorde. Il doit se plier au déroulement de la procédure telle qu'elle a été voulue par le législateur. S'il ne s'y soumet pas, sans excuse, il doit être considéré comme s'étant désintéressé du traitement procédural de sa cause. L'art. 355 al. 2 CPP peut alors lui être opposé (arrêt du Tribunal fédéral 6B\_1244/2017 du 29 mai 2018 consid. 2.3). Ainsi, contrairement à ce que prévoit l'art. 205 CPP, le défaut peut en vertu de l'art. 355 al. 2 CPP aboutir à une perte de toute protection juridique, nonobstant le fait que l'opposant ait précisément voulu une telle protection en formant opposition (ATF 140 IV 82 consid. 2.4 p. 84 s.). Le Tribunal fédéral a rappelé le caractère particulier de l'ordonnance pénale et spécifié que l'art. 355 al. 2 CPP devait être interprété en considération de différentes garanties procédurales (en particulier celles prévues aux art. 3 CPP, 29a et 30 Cst., 6 § 1 CEDH). Au vu de l'importance fondamentale du droit d'opposition au regard de ces garanties, un retrait par acte concluant de l'opposition suppose que celui-ci résulte de l'ensemble du comportement de l'opposant, qui démontre qu'il se désintéresse de la suite de la procédure tout en étant conscient des droits dont il dispose. La fiction légale de retrait découlant d'un défaut non excusé suppose que l'opposant ait conscience de son omission et qu'il renonce à ses droits en connaissance de cause (ATF 140 IV 82

- 4/7 - P/26137/2017 consid. 2.3 et 2.5 p. 84 s.). Son désintéret doit s'interpréter au regard des règles de la bonne foi (arrêt du Tribunal fédéral 6B\_152/2013 précité consid. 4.3 ss; ACPR/232/2014; ACPR/536/2012; ACPR/449/2012). L'art. 355 al. 2 CPP ne précise pas les cas dans lesquels l'absence d'un prévenu aux débats peut être excusée. À cet égard, il faut se référer aux dispositions générales concernant la procédure ordinaire (ACPR/501/2012). À ce titre, l'art. 93 CPP dispose qu'une partie est défaillante si elle n'accomplit pas un acte de procédure à temps ou ne se présente pas à l'audience fixée. La doctrine mentionne, comme motifs d'excuse, la maladie, le service militaire ou l'absence à l'étranger, le service civil ou un autre service public affectant la disponibilité de la personne convoquée, la maladie d'un enfant ou d'un proche parent dont la personne convoquée a la charge et pour les soins duquel elle ne trouve pas de remplaçant à brève échéance, la grève d'une compagnie aérienne, le décès très récent d'un proche parent ou d'autres situations d'exceptions, voire des engagements de la vie privée pris de longue date, avant la notification du mandat (vacances, voyage d'affaires) (A. KUHN / Y. JEANNERET (éds), Commentaire romand : Code de procédure pénale suisse, Bâle 2011, n. 4 ad art. 205; M. NIGGLI / M. HEER / H. WIPRÄCHTIGER, Schweizerische Strafprozessordnung / Schweizerische Jugendstrafprozessordnung, Basler Kommentar StPO/JStPO, Bâle 2011, n. 6 ad art. 205). Un certificat médical constatant une incapacité totale de travail ne dit rien d'une impossibilité de se déplacer pour comparaître, notamment si l'on peut en inférer que le justiciable a été en mesure de se rendre à un cabinet médical le jour même de l'audience (ACPR/306/2014).

## **E. 2.2**

En l'espèce, comme l'a observé à juste titre le Ministère public, aucun des certificats produits n'autorise de conclusion à l'appui d'une incapacité de comparaître à l'audience du 4 novembre 2019; tout au contraire, ils démontrent que le recourant a été en mesure de se déplacer jusqu'à un cabinet médical. Dans le premier certificat, le médecin n'a attesté que d'une capacité de travail nulle, et de rien d'autre. Dans le second, il a bien pris soin de préciser que c'était le recourant qui lui avait affirmé – autrement dit, a posteriori – que l'affection constatée médicalement l'avait empêché de se rendre "au tribunal". Il ne l'a pas reprise à son compte, ne certifiant notamment pas que ses propres constatations du matin du 4 novembre 2019 pourraient expliquer, sinon justifier, l'empêchement de comparaître l'après-midi, et ce, quand bien même le Ministère public avait – pertinemment – signalé à l'avocat du recourant que le document antérieur ne prouvait pas d'incapacité de déplacement et qu'il restait dans l'attente d'une telle preuve. Le certificat du 21 novembre 2019 fait simplement état d'un sentiment subjectif de l'intéressé, ce qui est insuffisant (ACPR/267/2014; ACPR/138/2014). Contrairement à ce qu'il avance en sollicitant exagérément le texte établi par le praticien, le recourant ne s'est même pas vu conseiller de rester à domicile (cf. ACPR/432/2017).

- 5/7 - P/26137/2017 Le recourant n'a, dès lors, ni établi ni même rendu vraisemblable avoir été dans l'incapacité de comparaître le 4 novembre 2019, i.e. dans l'incapacité de se mouvoir, par un moyen ou par un autre, jusqu'aux locaux du Ministère public. Partant, son absence à l'audience de ce jour-là ne peut être considérée comme valablement excusée, et c'est à bon droit que le Ministère public a appliqué l'art. 355 al. 2 CPP.

## **E. 3**

Le recours est rejeté.

#### **E. 4**

Le recourant, qui succombe, supportera les frais envers l'État, qui comprendront un émolument de CHF 800.- (art. 428 al. 1 CPP et 13 al. 1 du Règlement fixant le tarif des frais en matière pénale, RTFMP ; E 4 10.03). \* \* \* \* \*

- 6/7 - P/26137/2017

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.